# E-CHO CAHIER D'ACTEURS

**Sur ce support, vous êtes invités à rédiger votre contribution**

SEPANSO
Pyrénées-Atlantiques

Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest

Association Loi 1901

contact@sepanso64.org

Limité à 10 000 signés, cf mode d'emploi

# Opposition formelle de Sepanso64 au projet E-CHO

## Un projet à hauts et multi-risques

### Collectif Touche Pas à Ma Forêt pour le climat

Cette contribution vise, d'une part à affirmer l'opposition de Sepanso64 à l'idée E-CHO proposée par ELYSE ENERGY, considérée après un examen attentif comme une absurdité climatique, économique, technique et environnementale ; et d'autre part, à poser deux dernières questions précises.

Plusieurs experts bénévoles de Sepanso64 ont travaillé depuis trois mois sur les différents volets de ce projet projet impactant fortement l'environnement et les ressources régionales et nationales : Energie, Eau, Biomasse, Finances publiques, risques sanitaires, risques techniques. Il ressort de ces analyses et des réunions de concertation que les porteurs de projet ont simulé un projet théorique sans aucune expérience ni étude approfondie dans les secteurs concernés. Nous souhaitons cependant connaître les détails des hypothèses ayant conduit à ces affirmations extravagantes car c'est un logiciel qui a déterminé ces entrepreneurs à foncer sur cette idée et à solliciter (et obtenir) 9,4 millions d'euros d'aide publique pour financer une faisabilité extrêmement controversée dès sa première présentation en public.

De nombreuses impasses ou même des non-sens scientifiques concernant le label Bas Carbone ont été dévoilées par les questions du public et sont décrites dans diverses contributions. La concertation préalable a donc servi à dévoiler l'impréparation de l'idée E-CHO et sa potentielle toxicité. Cependant la course effrénée à la recherche d'énergie renouvelable et décarbonnée a permis que l'ADEME et les élus locaux béarnais y accordent crédit et ce qui inquiète les participants à cette concertation préalable : sur quelles bases accorder crédit à E-CHO ?

Or Sepanso64 est une association très implantée sur le bassin de Lacq avec des membres qui connaissent parfaitement cette plateforme industrielle. Ils échangent régulièrement au sein de diverses instances avec les responsables locaux de Lacq, ils en mesurent depuis des décennies les capacités et les limites ainsi que les risques liés aux activités installées ou prévues, ce au regard de l'environnement et des riverains ou usagers salariés.

Sepanso64 a rejoint le collectif ' Touche pas à ma forêt pour le climat" afin de compléter les compétences des nombreux citoyens bénévoles mobilisés pour étudier l'idée des porteurs de E-CHO, puis confronter les avis et apporter des arguments étayés.

<u>Question A : **Simapro** : quelles hypothèses et données?</u>

Les porteurs de projet ont expliqué lors d'une des réunions publiques avoir utilisé le logiciel SIMAPRO afin de déterminer les performances de leur idée (accoupler une méga usine d'hydrogène à deux usines de carburants de synthèse : e-méthanol et e-kérosène) .

Ce logiciel de simulation Simapro propose aux entrepreneurs, en tant que « spécialiste » des ACV (Analyse de cycle de vie d'un produit) d'effectuer des simulations avec un grand nombre de paramètres ; il est réputé être utilisé dans le monde entier cependant leur site ne fournit aucune référence de client .

Nous avons finalement trouvé une analyse de ce logiciel, effectuée par des ingénieurs, qui disent en introduction ***« L'ACV nécessite de rechercher et de manipuler un***

***grand nombre de données et d'hypothèses. L'utilisation d'un logiciel comme SimaPro permet de faciliter la gestion de ces données et scénarios. »***

Peut-on connaître les données et hypothèses que les porteurs de projet ont entrées dans le logiciel SIMAPRO ?

Question B : Quel serait le seuil de rentabilité d'un tel projet, quelle caution, qui est prêt à financer E-CHO (en dehors du contribuable) ?

Les données financières actuellement communiquées sont extrêmement opaques alors que le projet est annoncé à 2 milliards d'investissement et grève déjà le budget des contribuables de plus de 9 millions d'euros, sur 2 lignes de financement ADEME. Or on exige pour n'importe quel petit entrepreneur souhaitant financer 20 ou 30 000€, un business plan irréprochable comprenant des prévisions de marché, profil et nombre de clients, un positionnement en prix, des marges prévisionnelles basées sur des recettes et des dépenses, une trésorerie convenable, sans parler de son expérience professionnelle, de ses qualités d'entrepreneur et de gestionnaire et enfin bien sur on lui demandera une caution.

- Quel serait le prix de vente du e-methanol et du e-kerosène de E-CHO ?
- Quels sont les financiers ayant déjà accepté de payer le ticket d'entrée ? en dehors des contribuables français (ADEME, BPI, Région N.A et autre collectivités territoriales )
- Qui est prêt à se porter caution des prêts bancaires ?
- Quelle caution apporte Elyse Energy ?
- Quel est le seuil de rentabilité et à quelle échéance ?

En conclusion de cette contribution , nous souhaitons pouvoir examiner en détail les données de départ et les données financières qui ont incité les porteurs de projet à présenter l'idée de E-CHO devant des élus avides de projets industriels satisfaisant aux exigences climatiques et environnementales ?

L'absence de réponses précises à ces questions ne fera que conforter l'opposition formelle de Sepanso64 à ce que l'Etat engage un seul euro supplémentaire sur ce concept.

Monsieur Jean Marc Jancovici, spécialiste incontesté des questions d'énergie a publié son avis négatif sur ce concept et notre collectif associatif a constaté que E-CHO serait destructeur de notre environnement régional, de nos ressources en Eau, en Electricité , de nos forêts et de leur biodiversité, sans qu'il apporte le moindre bénéfice à l'intérêt général.

Nous émettons enfin le vœu que cette concertation préalable suffira à stopper immédiatement ce projet, libérera nos bénévoles d'une inquiétude finalement sans fondement et que de tels processus éminemment politiques cessent de troubler les citoyens pour que leurs efforts portent sur les questions sérieuses qui conditionnent un avenir meilleur.

Alain Arraou, Président de SEPANSO 64 et le groupe de travail Lacq E-CHO